

UN DÉBAT NATIONAL TOUJOURS ACTUEL

LA CONTRIBUTION DE IDIR EL-WATANI EN 1949

(par Sadek HADJERES : communication au Colloque sur “ Le Mouvement National et la revendication Amazigh, Alger, 24 et 25 décembre 2001 !!

Chers amis,

Vous comprendrez les causes multiples de l'émotion que j'éprouve en contribuant à ce colloque. Le thème se rattache à un épisode du mouvement national qui, à mes vingt ans, a marqué profondément mon engagement politique ultérieur et ma philosophie de la vie. Mais l'émotion n'empêche pas l'effort de sérénité et de rigueur auquel nous convie le problème qui nous réunit.

Permettez moi de dire seulement que si ceux qui ont vécu l'épreuve pénible de 1949 puis assisté à tant de gâchis et de temps perdu, se laissaient aller à des sentiments faciles, qui évidemment n'ont pas lieu d'être, ils suggèreraient des poursuites rétroactives pour atteinte à la Constitution de 1996 envers tous ceux qui depuis des décennies n'avaient cessé de nier que l'amazighité puisse devenir une des valeurs reconnues et dynamiques de l'entité nationale.

Il est évidemment préférable pour tous et pour notre avenir national, de dépasser les rancœurs et poursuivre l'effort collectif de lucidité et d'union. Il vaut mieux, en ces temps de pessimisme justifié, constater avec réconfort que les sociétés poursuivent, malgré les haut et bas tragiques, leur lent et sinueux travail sur elles-mêmes, et que finissent souvent par reculer les tabous les plus enracinés. Te souviens-tu, Aït Amrane, il y a cinquante cinq ans, pour faire écho à la belle certitude du poète tunisien Aboul Qassem Ach_Chabbi (*'idha chaâbou yaouman arada l hayat...*) nous chantions avec toi le chant d'espoir que tu avais composé : “ *ik yehwan tighwzifedh a yidh, azeka d yawi tafat* ” *‘nuit, tu auras beau être longue, demain apportera la lumière)?*

Mais l'Histoire nous a appris aussi que quand les humains, obéissant à des intérêts étroits ou des préjugés, se mettent à violer et forcer artificiellement les données naturelles ou souhaitables des évolutions sociales, les sociétés et leurs institutions en sont gravement punies. Elles n'en guérissent pas tant qu'elles n'ont pas remédié aux

racines de leurs déboires. Nous en sommes là. Quelles orientations favoriseront le mieux le travail de nos sociétés sur elles-mêmes, pour que le rythme et la qualité des transformations correspondent aux aspirations légitimes ?

Compte tenu de l'actualité dramatique qui s'est acharnée sur notre pays depuis trop d'années, le thème proposé pour ce colloque pourrait tout aussi bien se ramener à la question cruciale suivante : quelles sont les convergences à réaliser pour sauver l'Algérie, en tant que Nation, du mal qui a commencé à la ronger il y a quelques décennies ?

Poser la question ainsi n'a rien d'une négation de la vigueur avec laquelle cette jeune nation s'est affirmée il y a un demi-siècle à travers des épreuves inouïes. Mais malgré des atouts humains et matériels énormes, le processus de développement national a montré une vulnérabilité que les plus pessimistes d'entre nous n'auraient pas imaginé, même après les premières crises qui ont suivi l'indépendance. L'Algérie continue à chercher ses repères. Certains courants ont cru les trouver dans l'aiguïsement de références identitaires exclusives les unes des autres. Cette pratique a conduit à des résultats pour le moins discutables, à des impasses tragiques ou des tendances centrifuges pour le destin national.

Comment rendre viable et vivable pour tous une Nation en laquelle l'ensemble des nationaux, dans leur diversité, se reconnaîtraient et trouveraient leur intérêt ? Le temps des vraies solutions presse. La mondialisation en cours, fondée sur la triple hégémonie de la finance, des armes et des grands media, sera de plus en plus impitoyable pour les peuples affaiblis et divisés.

Parmi les multiples éclairages possibles, j'ai choisi celui de la crise du PPA-MTLD de 1949. Je n'aborderai pas ici les enchaînements factuels de cette crise. Je ne sous-estime pas leur éclairage, ils font l'objet de plusieurs de mes publications précédentes et d'un ouvrage à paraître. La genèse et le déroulement des événements de 1949 m'ont paru être la matrice et le prototype des crises qui ont continué à frapper le mouvement national, y compris dans ses moments ascendants. Mais ce champ est trop vaste pour être survolé dans cette intervention.

J'ai préféré centrer l'attention sur un document capital de cette crise, que vous pouvez aujourd'hui consulter dans son intégralité, grâce à une chaîne de hasards et surtout d'initiatives et d'efforts tenaces et désintéressés qui l'ont sauvée de la disparition au cours du demi-siècle écoulé. Il s'agit de **la brochure " l'Algérie libre vivra "**, signée de

Yidir el Watani, pseudonyme collectif des trois rédacteurs : Mabrouk Belhocine, Yahia Henine et moi-même. Le document se voulait au départ non une profession de foi mais une plate-forme pour la discussion avec la direction et tous les milieux nationaux en mesure de contribuer à une réflexion plus large. Je viens d'apprendre sa réédition dans cette même capitale où l'édition originale semi-clandestine il y a cinquante ans fut la cible aussi bien des colonialistes que de certains cercles nationalistes, dans le but de la faire disparaître sans laisser de trace.

Je voudrais à ce propos rendre hommage à trois maillons de cette chaîne de solidarité patriotique et démocratique particulièrement réconfortante, dans cette question où les esprits malveillants s'efforcent d'introduire le venin de la méfiance ethno-linguistique. Ceux qui ont permis la préservation de ce document historique sont tous des arabophones, ils aiment la langue et la culture arabe, ils ne connaissent pas un mot de kabyle, à part peut être tamazight et a vava inouva. Ils ont agi en connaissance de cause, par esprit civique et conviction patriotique. Le premier maillon, en Juillet 49 si je me souviens bien, en tout cas par une chaleur étouffante, c'est trois membres de l'OS, mes compagnons de lutte de Larbâa, tous trois " chaâbiyin ", deux du niveau de l'école primaire française et le troisième, le plus responsable, seulement de l'école coranique. Nous avons ensemble depuis des années des discussions franches et confiantes dans lesquelles j'apprenais autant qu'ils apprenaient, ils étaient eux aussi insatisfaits des ambiguïtés, flottements et méthodes de la direction. De longue date, nous partagions la même conception de la nation, de la lutte révolutionnaire et des méthodes de débat ouvert au sein du parti. Ils m'ont laissé le souvenir inoubliable de cette fraternité de lutte qu'ont connue d'innombrables militants de ma génération.

Ils ont emmené les sacs de brochures en un lieu sûr dans la Mitidja après que nous en ayons pris livraison quelques heures plus tôt que prévu. Fort heureusement, car des commandos dépêchés contre nous se sont présentés à l'heure dite devant l'imprimerie, trop tard pour eux, et se sont rabattus ensuite à sa recherche au Foyer des Etudiants qu'ils ont dévasté, puis à l'atelier de tailleur du malheureux Si Djilani, ancien de l'Etoile Nord Africaine, dont ils ont éventré les matelas. Si l'heure de la livraison n'avait pas été changée, j'aurais subi le même sort que subira cinq ans plus tard devant la même imprimerie en Octobre 1954 le chauffeur de la fourgonnette du MTLD, qui eut un bras brisé et la camionnette détruite. Il était venu prendre livraison du numéro de La Nation

Algérienne, organe des centralistes (dont plusieurs des dirigeants étaient alors ceux qui avaient lancé les commandos contre nous en 49). Ironie de l'Histoire : ce numéro de la Nation auquel un commando messaliste s'était attaqué, reproduisait pour son propre compte, et sans citer la source, des passages entiers de notre brochure, concernant le Nationalisme et la Démocratie, sans mentionner le troisième axe, l'orientation révolutionnaire.

Fort heureusement, l'Algérie n'a pas manqué de citoyens sages, généreux et non déformés par l'étroitesse partisane. Le deuxième maillon du sauvetage de ce document historique a été l'ancien député MTLD Djilani Embarek, arabophone nationaliste, qui retrouvant un exemplaire l'a remis à Mabrouk Belhocine dans les années 80. Et, après que ce dernier ait, semble-t-il, espéré sa reproduction dans une revue berbère de l'époque, c'est encore un autre arabophone, internationaliste cette fois, Mohammed Harbi, qui l'a sauvée de l'oubli en la publiant dans la revue Soual N° 6 en 1987.

En survivant et permettant aujourd'hui des échanges plus sereins, la brochure a eu plus de chance que ses deux initiateurs, Ouali Bennai et Ammar Ould Hammouda. Ces pionniers reconnus et respectés de la lutte nationale, ne pourront pas témoigner ni s'expliquer devant vous. Ils ont été odieusement assassinés sept ans après la crise, uniquement en raison de leurs convictions et à ce jour non encore officiellement réhabilités. Il est en tout cas regrettable que les pourfendeurs de " séparatistes ", à défaut de les avoir entendus quand il était temps, ne serait-ce que pour leur demander des comptes, n'aient pas songé à se référer à ce document capital, dès sa naissance ou après qu'il ait été opportunément exhumé par la revue Soual. N'auraient-ils pas dû, en bonne logique, faire figurer cette " pièce à conviction " en première place dans le dossier du procès en sorcellerie intenté aux " berbéro-matérialistes " ?

Brochure à l'appui, ma communication sera donc centrée sur le point suivant : **Quelles orientations défendait en 1949 au sein du PPA-MTLD, le courant qui se définissait triplement, comme algérieniste, révolutionnaire et démocratique?**

Pour gagner du temps, je vous éviterai un résumé commenté des préoccupations de principe qui nous ont guidés dans sa rédaction et de plusieurs citations clefs qui expriment avec une grande précision ces orientations. Elles font justice de façon circonstanciée, des calomnies qui

ont été déversées sur nos positions, au point que ‘en avais été impressionné en relisant ce texte il y a vingt ans. Ces rappels importants figurent dans le texte imprimé de mon intervention qui vous a été ou vous sera distribué, sous les intertitres suivants: “ *la nation algérienne dans l’Histoire moderne* ”, “ *pourquoi l’Algérie algérienne ?* ” et “ *qu’ en est il de nos valeurs identitaires ?* ” Je consacre donc la suite de mon intervention à d’autres commentaires, liés à la problématique de ce colloque sous l’éclairage de la crise de 49.

DISSIPER les MALENTENDUS, les CONFUSIONS et la DESINFORMATION

Je vous ai parlé:de courant algérianiste, nationaliste algérien et non pas berbériste ou berbéro-nationaliste, comme cela est dit parfois avec de bonnes intentions. Ces dernières formulations sont des approximations faciles mais déphasées de l’histoire réelle, qui favorisent les interprétations inexactes et partiales. Aucun militant, je le souligne, même parmi les plus férus de culture berbère, n’a revendiqué à cette époque un projet ou un concept politique fondé ou centré sur la défense et la promotion de la SEULE amazighité. Qui a utilisé en 1949 le terme de berbérisme ? Uniquement des membres de l’appareil de direction du MTLD à des fins polémiques. Ils l’ont utilisé dans un sens qu’ils voulaient péjoratif, quand ils ont préféré, au lieu des explications et du débat général souhaités par de larges secteurs du parti à travers toute l’Algérie, procéder à une diversion envers les cadres contestataires, ceux qui les avaient le plus dérangés par leur franchise, dont la plupart militaient en Kabylie ou en étaient originaires.

Historiquement, pour 1949 et jusqu’à 1963, c’est un anachronisme de parler de berbérisme dans les multiples acceptions et formes qu’a pris de terme plus tard, quand des courants politiques et idéologiques se sont cristallisés, revendiqués et recentrés comme tels dans les nouvelles conditions politiques, idéologiques et culturelles de l’indépendance. Quant à qualifier de berbéristes des activités ou des aspirations culturelles berbérisantes normales et légitimes, en leur prêtant une signification politique qu’elles n’avaient pas et ne pouvaient pas avoir, c’est tout simplement ne pas connaître le contexte et les militants des années quarante, ou les croire capables de comportements fous ou suicidaires. Que s’est-il donc passé pour ceux des dirigeants du parti qui se sont affolés devant une contestation que, dans leur mentalité habituelle et le climat de luttes entre factions, ils ont attribuée à un complot visant à les déboulonner (n’oublions pas les luttes sourdes comme celle qui opposait Lamine Debbaghine à Messali et auxquelles nous étions étrangers). Ils ont saisi la perche tendue par

les intoxications de la presse colonialiste pour se débarrasser d'adversaires politiques emprisonnés (comme par hasard) et dans l'impossibilité de se défendre.

A l'époque, nous avons été sidérés du fait que pour des raisons politiciennes, l'appareil du parti ait eu recours de façon aussi grossière à un argument qui ne collait en aucune façon avec le climat du pays et qui surtout était lourd de graves retombées psychologiques et politiques. Quel était ce climat, qui brusquement s'est trouvé pollué par des insinuations aussi perfides et la mise en branle de méfiances et conflits sans principe ?

Comme me le rappelait à juste titre Mahfoud Kaddache, dans le mouvement scout, chacun chantait et s'exprimait dans la langue qu'il voulait et qu'il pouvait, tandis qu'à Larbâa ou El Harrach, Ekker a miss en Mazigh et Min dijibalina soulevaient ensemble le même enthousiasme dans tous les publics confondus. Les langues étaient différentes mais elles véhiculaient un langage national commun d'une grande force, l'espoir de l'indépendance.

A l'AEMAN d'Alger entre 1946 et 1948, chacun venait avec le bagage de son milieu, de sa formation et de son itinéraire antérieurs pour en enrichir la cause nationale à travers des débats animés mais fraternels pour lesquels, je m'en souviens, M'hammed Yazid au bvd Baudin (aujourd'hui Amirouche) et Ben Bella au Foyer de la Place de la Lyre qui y assistaient, avaient tenu à nous en féliciter. Pourquoi un autre responsable, Me Kiouane, qui dans un ouvrage a parlé positivement de ces débats, y compris en me citant comme en ayant été un organisateur, a-t-il plus tard fait l'éloge des méthodes de caporalisation, à partir du moment où la section étudiante du PPA, à la quasi unanimité, a refusé son parachutage et celui de ses méthodes ? Pourquoi en est-il venu par gloriole populiste à faire l'éloge des commandos punitifs, auxquels il s'honore d'avoir participé contre les malheureux clochards et alcooliques invétérés, ces mêmes commandos qui viendront dévaster le Foyer de La Lyre dont nous interdisions l'accès même à la police colonialiste. Ce sont les mêmes commandos qui dresseront à Bab el Oued un guet apens au jeune avocat Mabrouk Belhocine qui, de ce fait, le visage défiguré, n'a pu pendant plusieurs jours aller défendre au Tribunal les nationalistes emprisonnés, pour lesquels il dénonçait vigoureusement les sévices et les intimidations que leur avaient infligés les autorités coloniales.

Les méthodes antidémocratiques ont commencé à creuser un fossé profond entre la section étudiante et la direction qui s'est mise à utiliser des méthodes obliques au lieu des orientations nationales fermes, véritablement unitaires et soustraites aux aléas des rivalités de clans et de chapelles bureaucratiques. Ils ont encouragé les dérives malheureuses de quelques étudiants de leur clientèle, qui abandonnés à leurs impulsions et aux sollicitations démagogiques, ne mesuraient pas les conséquences lointaines de leurs actes. En 1948, un fait nous a surpris et littéralement glacés, lorsqu'à un gala de l'AEMAN, quelques irresponsables se croyant couverts " plus haut " ont voulu à la sauvette et à l'insu de la section PPA étudiante, enlever du programme le chant " Ekker a miss en Mazigh " qui faisait trois minutes, sur une soirée arabophone et francophone qui durait trois heures.

Les années suivantes en milieu étudiant m'ont convaincu de l'inconsistance des procédés qui visaient à opposer l'arabité et l'islam à une conception ouverte des problèmes culturels, dans le seul but de couvrir des méthodes autoritaires. Alors que les frictions identitaires s'aplanissent plus facilement dans un climat de réelle démocratie. En 1950, l'année qui a suivi la crise, j'ai été élu à la quasi unanimité comme président de l'AEMAN alors que les étudiants étaient informés de mes positions. J'ai gardé à ce jour des souvenirs et des relations cordiales avec les étudiants de l'institut d'Etudes islamiques dont nombreux avaient une conception ouverte de l'islam et de l'arabité. Ce qui a uni alors les étudiants, au grand mécontentement des quelques bureaucrates de la direction du parti, c'est, sur le terrain de l'élan patriotique qui s'amplifiait, un climat démocratique et de réalisations sociales dans le fonctionnement de l'association, en rupture avec les méthodes hégémonistes précédentes. Désormais, la direction de l'association était assumée de façon unitaire entre les représentants des différents courants nationaux, la présidence devenait tournante et les décisions importantes étaient soumises aux assemblées générales de la base, qui bénéficiaient aussi d'une pratique de comptes-rendus systématiques. L'association prospérait grâce à l'union dans la diversité et malgré les problèmes, tandis que le MTLD s'enfonçait dans des crises à répétition dont on connaît la suite.

Par le procédé de l'amalgame, pour ne pas employer un terme plus fort, on avait donc voulu accabler le groupe informel des contestataires. Ils étaient effectivement en majorité berbérophones, mais deux choses sont vérifiables et significatives. On n'a pas assez prêté

attention au fait que plusieurs des jeunes étudiants du groupe qu'on a appelé de Ben Aknoun étaient des arabisants de haut niveau pour l'époque (l'un d'eux sera plus tard un ministre du culte musulman). Et surtout leur vision nationale algérienne et leurs positions ouvertement exprimées ne se sont jamais réduites à un repli culturaliste. C'est même le contraire, leur vision nationale soulignait l'ouverture sur toutes les valeurs, toutes les cultures d'Algérie sans exception. Je ne vous étonnerai pas en rappelant que le renouveau culturel amazigh ne s'est pas nourri seulement aux sources des historiens latins qui nous ont fait connaître leurs propres ennemis, nos compatriotes Massinissa et Jughurta, (la propagande française se gardait bien de les mentionner). Il s'est alimenté aux sources de Ibn Khadoun et Tewfiq El Madani qui nous ont fait connaître en arabe le socle berbère de l'histoire et de la civilisation islamo-maghrebine et méditerranéenne. C'est cette ouverture culturelle de notre nationalisme qui dérangeait les partisans d'une conception étroite et chauvine de la Nation, qui cherchait à fonctionner à l'exclusion de tout ce qui n'entrait pas dans leur modèle idéologique unilatéral. Le levier d'expression principal de cette conception était l'excommunication, une sorte de " *takfir* " à connotation à la fois politique, culturelle et religieuse. L'erreur fatale de la direction du MTLD à l'époque, a été de diaboliser un courant national unitaire qui cherchait à revaloriser une des dimensions historiques légitimes. Cette dimension culturelle amazigh était jusque là négligée. Cette lacune laissait justement le champ libre à toutes les tentatives de récupération, qu'elle soit coloniale ou locale réactionnaire et étroitement régionaliste. Il appartenait à la Nation de protéger et récupérer son bien, tous ses biens sans exclusive, en assumant une algérianité féconde et créatrice. C'était la meilleure façon de prévenir les dérives identitaires exacerbées, d'où qu'elles viennent.

Les berbérismes (au pluriel car il y en a toute une gamme), tout comme les autres expressions en " ismes ", arabismes, islamismes, etc, se veulent une façon de concevoir et promouvoir un héritage et des valeurs culturelles ou spirituelles. L'entreprise est positive ou négative selon le rapport tolérant ou non de ces conceptions envers les autres valeurs constitutives de la nation, et parmi elles la plus importante à mes yeux, la dynamique démocratique et sociale et l'ouverture aux valeurs universelles.

Dans tous les cas, à l'échelle du pays entier, " l'identitarisme " reste une approche partielle et vulnérable aux penchants hégémonistes. Cela ne veut pas dire que le nationalisme, qui se veut plus global, en est exempt. C'est le cas quand il croit, en se réclamant des meilleures intentions (unité, modernité ou respect des traditions etc), pouvoir effacer l'un des socles

culturels ou de civilisation de la nation. à la façon par exemple de la tentative kemaliste en Turquie.

Et chez nous en 1949, qui a cru pouvoir effacer quoi ? L'algérianisme" des contestataires de 1949 était-il national ou antinational ? Etait-il régionaliste, séparatiste, culturaliste ou pas ? Cela mérite un inventaire objectif. C'est le but des références commentées qui suivent et que je vous livre en plusieurs chapitres dans l'intégralité du texte imprimé qui vous est distribué.

'ici commence la partie qui ne sera pas lue mais seulement imprimée ; Reprendre la lecture en milieu de page 11)

LA NATION ALGERIENNE DANS L'HISTOIRE MODERNE

Que disait à ce propos la brochure sur sa cinquantaine de pages ?

Le préambule de trois pages insistait sur l'inscription de notre lutte dans l'évolution universelle. Il soulignait qu'il était temps de passer d'une phase d'agitation et de mobilisation des sentiments à une phase de réalisation. La volonté d'agir était devenue exigeante. Elle cherchait ses voies dans un climat qui prêtait parfois au désarroi des militants face à des positions de la direction qui étaient ressenties comme ambiguës, notamment après les élections à la Naegelen, la grave défaite arabe en Palestine, les déclarations floues et contradictoires ou les silences de la direction sur les problèmes de l'union, les revendications sociales, la démocratie, la culture. Il devenait nécessaire d'appuyer la volonté de lutte massive sur une démarche élaborée et unifiée de libération totale, en priorité politique (liberté et démocratie), mais porteuse aussi d'un contenu social et culturel.

Pourquoi avoir consacré la première moitié (23 pages) à exposer théoriquement les fondements objectifs de notre combat ?

Il nous semblait nécessaire de surmonter la multitude de représentations, de sentiments, de penchants idéologiques et d'inégalités dans les prises de conscience, qui parcouraient les rangs des patriotes. Cette diversité était normale. Mais pour qu'elle ne porte pas de risques de dispersion et de divisions, le mouvement national gagnait à en maîtriser et harmoniser les composantes autour d'un dénominateur commun.

L'opposition entre la nation algérienne et le fait colonial nous paraissait ce dénominateur commun objectif et sensible, présent dans la chair et dans l'âme de chaque Algérien. La brochure analysait les deux termes de cette contradiction.

Du côté nation, pour établir les critères de sa faisabilité et de sa **cohésion à l'époque moderne**, nous sommes partis de constats puisés dans l'expérience internationale, incluant le monde arabe et musulman. Le plus grand nombre de ces nations s'étaient formées et différenciées à partir d'ensembles ou d'empires, dont les habitants partageaient pourtant la même langue, la même religion et nombre de valeurs communes de civilisation et de culture.

On pouvait en conclure que l'appartenance ethnique, la communauté de langue et de religion, favorisaient souvent une protestation qui évolue vers les contours d'une revendication nationale. Mais ce facteur n'était pas exhaustif et seul en cause. La nation n'émergeait pas par simple reconduction ou juxtaposition des facteurs identitaires accumulés dans le passé. Il fallait à la fois souligner l'importance de ces facteurs et éviter dans le même temps de les hypertrophier sur un mode essentialiste. Ce dernier penchant commençait déjà à faire ses dégâts dans nos rangs nationalistes, allant jusqu'à substituer des visions purement identitaires à la globalité et à la nouveauté du phénomène national.

L'important était donc, comme l'ont souligné bien des théoriciens de la question nationale, **une volonté politique de vivre et de réaliser ensemble**, capable de faire de la diversité une richesse et une force, sur le socle des valeurs communes léguées par l'histoire.

Évaluant plus concrètement les données algériennes dans ce qu'elles avaient de favorable et de défavorable, le texte en déduisait que notre peuple constituait, malgré les entraves qu'il ne fallait pas se cacher, un candidat valable pour une existence nationale indépendante. La domination coloniale lui barrait la route.

Le fait colonial constituait en effet l'autre terme de la contradiction historique.

Il était analysé dans sa réalité d'entreprise d'oppression et d'exploitation. Les atteintes brutales ou sournoises à la langue, à la religion et à la culture des nationaux algériens, n'étaient pas seulement une expression de racisme idéologique. Elles étaient quant au fond, sous le paravent d'une prétendue mission de civilisation, les leviers d'une stratégie

délibérée et dictée par les intérêts tout à fait matériels, visant à briser le facteur de résistance constitué par la personnalité culturelle et spirituelle des opprimés. L'entreprise coloniale souleva en effet des modes de résistance nouveaux. Dans certains secteurs, urbains notamment, ils ont commencé à transformer la personnalité de type communautaire en une conscience d'appartenance nationale plus adaptée aux temps modernes.

Pour Yidir el Watani et le courant dont il était le porte parole, la lutte du peuple algérien pour la liberté et la souveraineté nationale se justifiait non par les antagonismes de religion, de culture et de civilisation invoqués et exacerbés par les colonialistes, mais **par le droit naturel et par le droit international**, au vu de l'antagonisme objectif entre les intérêts légitimes de la nation algérienne opprimée et la nature oppressive et exploiteuse du colonialisme français.

C'est ce qui nous autorisait à conclure la première grande partie de la brochure par l'affirmation haute et claire: *“ Non, l'Algérie n'est pas française, elle ne peut et ne veut être française. L'Algérie n'est et ne veut être qu'Algérienne ”*.

Pourquoi “ ALGERIE ALGERIENNE ” ?

La formulation exprimait avant tout notre volonté **de promouvoir la Nation, face à une colonisation qui**, tout en reconnaissant l'existence de Musulmans, d'Arabes et de Berbères, **leur refusait le droit à une appartenance nationale.**

Confrontons cette conception de l'algérianité à celle que quelques dirigeants nationalistes ont continué à nous prêter, en la dénaturant.

(reprise de la lecture pour le passage qui suit)

J'extrais néanmoins de cette partie imprimée les remarques suivantes, à propos d'une critique globale qui a été adressée à la conception d'Algérie algérienne.

Selon Benyoucef Benkhedda dans son ouvrage de la fin des années 80, la formulation d'Algérie algérienne *“ ne veut rien dire au fond ”*, et *“ ne peut se comprendre que comme une tentative d'escamoter la personnalité arabo-musulmane de la nation*

algérienne ” (P 175, Les origines du 1er Nov 54, éd Dahlab). Car, ajoute-t-il, vient-il à des Français l'idée d'invoquer “ la France française ” ou à des Allemands d'invoquer “ l'Allemagne allemande ”?

Je voudrais rappeler à Si Ben Youcef, mon compatriote et ancien compagnon de lutte, une chose qu'il connaît pour l'avoir lui même vécue. Je lui garde précisément pour cela ma fraternelle considération, en dépit de nos divergences idéologiques et politiques sérieuses. Des divergences normales, puisque nous sommes une Nation aux racines plurielles, qui cherche en tâtonnant sa voie vers la justice et la démocratie. Quelle était donc cette volonté commune qui nous guidait malgré nos contentieux passés ? Quelle était cette passion partagée qui nous animait quand nous affrontions côte à côte en 1957 les officiers colonialistes qui, revenus furieux de Dien Bien Phu et de Suez, rêvaient dans Alger assiégée de nous jeter dans le même trou, lui “ l'Arabe ” et moi “ le Kabyle ” ? Deux étiquettes que nous n'utilisons plus depuis longtemps, sauf avec de gros guillemets, tandis que l'Echo d'Alger et les colons français n'en mettaient pas, pour nous diviser comme en 49, jusqu'au jour où, ne s'y trompant pas, ils nous ont englobés sous le terme pour eux péjoratif, mais qui nous honorait, de fellagas.

Il existe des moments historiques où la nation niée et en danger a besoin d'être confirmée et revendiquée dans ce qu'elle a d'essentiel. Cette chose la plus précieuse, parce que nous en étions privés, c'était notre algérianité. C'était l'oxygène auquel nous aspirions pour construire ensemble une vie nouvelle, alors que nous n'avions probablement pas la même conception ou la même sensibilité sur la façon de vivre nos langues maternelles et notre islam..

De Gaulle ne faisait rien d'autre lorsqu'aux heures les plus noires de la deuxième guerre mondiale, depuis Radio Londres il éprouvait le besoin de rappeler aux Français que la France devait rester française, et que les micros de la BBC répétaient inlassablement au nom de la France libre “ *Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand* ”.

De plus, en quoi le fait de proclamer notre qualité d'Algériens, équivaudrait-il à renier telle ou telle des valeurs identitaires constitutives de notre algérianité ? Est-ce que l'appellation de PPA, parti du Peuple **Algérien** ou le titre de son organe La Nation **Algérienne** (au lieu de Nation Maghrébine ou Arabe ou Islamique), signifiait un renoncement à des valeurs arabes, islamiques ou berbères ?

Mieux encore, quand Benkhedda, président du GPRA, répétait à juste titre depuis Tunis en direction de l'opinion internationale, que notre combat d'Algériens était national et n'avait rien d'une croisade religieuse, cela voulait-il dire que nous n'étions plus musulmans ?

Sans s'en rendre compte, Benkhedda en arrive à créer une opposition entre algérianité et islam, ce qui est préjudiciable aux deux. Dire que l'Algérie est algérienne, et pas seulement arabe, berbère ou musulmane, cela veut dire d'une part qu'elle est tout cela à la fois et d'autre part qu'elle est quelque chose de plus. Ce nouveau, c'est la nationalité. Ce qu'elle apporte de plus, sous certaines conditions à réaliser, c'est l'espoir d'un avenir commun et créatif, qui n'est pas la simple reconduction du passé, mais le résultat d'interactions positives et fécondes. Un cadre national libéré donne à nos valeurs traditionnelles maltraitées et piétinées par les siècles de communautarisme et de colonisation, la possibilité d'émerger enfin avec un visage, une qualité et une vigueur nouvelles.

Pourquoi donc un Algérien attaché par toutes ses fibres au socle musulman indéniable de notre peuple, serait-il obligé d'amputer l'idée de Nation de toutes ses autres dimensions ? Par autres dimensions, j'ai en vue notamment la dimension culturelle berbère, l'ouverture sur la modernité et l'universel, ainsi que la dynamique majeure et vitale que j'évoquerai plus loin et qui donne son plein sens à la cohésion nationale. Cette dynamique bénéfique, c'est le contenu démocratique et social, le plus rassembleur de tous parce qu'il traverse et concerne toutes les catégories de notre peuple dans sa diversité identitaire ou idéologique.

Mais en déformant le contenu de l'algérianité telle que nous la comprenions; Benkhedda ne semble pas avoir été attentif aux caractéristiques que nous lui avons données et que j'expose point par point par écrit dans la partie intitulée.

QU'EN EST-IL DE NOS VALEURS IDENTITAIRES ?

(ici reprend la partie uniquement imprimée, reprendre la lecture seulement en bas de page 15)

Pour en avoir le cœur net, revenons à la brochure pour savoir qui a amputé, qui a dénigré et qui a escamoté quoi ? Que valent les allégations de division anti-parti, de régionalisme anti-arabe et anti-islamique ?

Anti-parti ? On chercherait en vain, dans cette plate-forme doctrinale au ton serein, un seul mot, une virgule qui fasse allusion aux problèmes internes du parti. Dieu sait pourtant qu'il y aurait eu matière à cela, comme l'apprennent les travaux historiques sérieux à nos jeunes générations. Mais ce n'était pas notre démarche. Nous estimions que les clarifications sur le fond étaient la meilleure voie pour dépasser les affrontements de personnes et de clans et les méthodes détestables..

Qu'en est-il également des allégations d'ostracisme berbériste ou d'anti-religiosité ?

Que disions-nous du “ *caractère national* ” ? Nous appelions ainsi le facteur d'ordre psycho-culturel, présenté comme l'un des quatre indices favorables à l'existence d'une nation, à côté du territoire, de l'économie, du culte d'un même passé joint au souci d'un avenir commun.

Le texte indiquait, après avoir évoqué les modes de vie, les mentalités et la culture:

“ La religion n'est pas un des moindres facteurs qui ont contribué à forger notre caractère national....C'est d'ailleurs grâce au sentiment religieux que les Algériens ont commencé par avoir conscience de leur unité bien avant de se hausser au véritable sentiment patriotique. ... Le facteur linguistique a aussi contribué énormément à forger notre caractère national, qu'il s'agisse des langues parlées, qu'il s'agisse de la langue classique.... L'Algérien, arabophone ou berbérophone, parle aujourd'hui sa langue maternelle avec fierté et éprouve beaucoup moins le désir de s'exprimer autrement, en français par exemple. Il cherche au contraire à étudier la langue arabe classique pour connaître l'Islam et la culture islamique à laquelle les nôtres ont largement contribué. ”

Plus loin encore, à propos de l'Histoire, le texte précise: “ *Que ce soit les pages glorieuses antérieures à l'islam, que ce soit l'époque de civilisation islamique que notre peuple a su marquer de sa personnalité, tout revient maintenant à la mémoire des Algériens qui sont fiers de savoir qu'ils ont joué leur rôle dans l'histoire* ”.

En fonction de ces données, nous proposons les objectifs suivants qui concrétisent le principe directeur révolutionnaire dans le domaine culturel: “ *Extension de la langue classique, développement des langues et des cultures populaires, production littéraire et artistique, lutte contre l’obscurantisme* ”. La suite du texte précisait que certaines de ces tâches culturelles pouvaient être engagées quotidiennement dans l’immédiat et imposées à la domination coloniale sans être repoussées jusqu’à l’indépendance. Cela résultait de notre conception du rapport entre lutte révolutionnaire et lutte pour des réformes, que nous nous gardions bien d’opposer entre elles, contrairement à ceux qui dans la confusion s’épuisaient à le faire par des anathèmes réciproques et des polémiques improductives. Car, ajoutait le texte: *notre lutte pour la libération est un tout...toute victoire partielle est un pas en avant... Le relèvement social et culturel et le développement culturel ne peuvent que faciliter et aider la lutte politique.*

Et, comme pour mettre les points sur les “ i ” à l’intention de ceux qui les accuseront ensuite de “ régionalisme séparatiste ”, la brochure se fait résolument l’écho de la forte aspiration à l’unité qui tenaillait alors les Algériens.: “ ... *Dressés dans leur ensemble dans une lutte sans merci contre l’impérialisme français et décidés à mener à bien en commun leur libération nationale, sociale et culturelle dans le cadre de l’indépendance de leur pays, ils ont la ferme volonté d’édifier un Etat Algérien UN et INDIVISIBLE où chacun aura sa place au soleil. Aucun des éléments de notre Nation Algérienne ne tient à vivre séparé des autres ...*”. (Pour souligner l’importance de cette affirmation, la phrase entière avait été détachée en italique et les deux mots essentiels (UN et INDIVISIBLE) avaient été mis en majuscules dans le texte original).

Je compléterai enfin cette série de mises au point par un passage qui met en relief l’avancée conceptuelle qu’il fallait selon nous réaliser. Elle était nécessaire pour dégager le mouvement national d’une vision statique qui risquait de le ramener en arrière et d’engloutir tôt ou tard ses premiers acquis.

La phrase-clef était la suivante:

“... le nationalisme algérien, c’est le rejet de l’absurde thèse colonialiste, ...(c’est le rejet) des multiples tentatives colonialistes de dénationalisation, (de) la désignation des Algériens uniquement par le terme péjoratif “ d’indigènes ” ou le terme confessionnel, donc sans nationalité, de “ musulman ”, ...(c’est l’affirmation) de

L'existence de la Nation algérienne et donc d'une Nationalité algérienne, du droit du peuple algérien d'être souverain et de vivre libre et heureux

Reprise de la lecture :

Toute la partie qui précède a évoqué l'idée centrale de nationalité algérienne. Il est significatif que nous ayons lié cette idée au droit de notre peuple de vivre libre et heureux, autrement dit en introduisant la dimension démocratique et sociale. C'est pourquoi nous avons associé explicitement à la nationalité l'idée de CITOYENNETE ALGERIENNE. Sa mise en avant me paraît le point le plus fort du contenu de la brochure, tel qu'il fut longuement exposé dans la deuxième moitié, celle des trois principes directeurs. Pour nous, le caractère libérateur de notre lutte n'était pleinement assumé que s'il s'assignait la finalité de déboucher sur des droits citoyens créant aux nationaux les conditions pour jouir des avantages apportés par la situation d'indépendance. La citoyenneté n'est pas contradictoire de la nationalité, elle vient la compléter et va plus loin qu'elle, afin que cette nationalité ne soit pas une coquille vide ou étouffante. Elle lui donne le contenu démocratique et social qui justifie les sacrifices consentis pour arracher la souveraineté nationale.

Il ne me reste malheureusement pas assez de temps pour exposer valablement les principes directeurs de la deuxième partie, bien que je crois en avoir déjà anticipé l'esprit. Ces principes pour l'action étaient le thème qui aurait le plus mérité d'être débattus en 1949 si l'engrenage des anathèmes et de l'autoritarisme bureaucratique n'avait dévié l'attention (et ce n'est pas un hasard) vers les procès d'intention identitaires.

L'importance des principes directeurs que nous avons avancés tient au fait que c'est leur mise en œuvre qui peut donner vie au cadre formel national et donner au nationalisme un contenu réellement libérateur. La première partie de la brochure avait en quelque sorte planté le décor en soulignant de façon relativement statique les éléments constitutifs, identitaires notamment, d'un cadre national resitué dans son socle historique passé. Or à partir de ces mêmes données de base, les dynamiques politiques mises en œuvre pouvaient imprimer à la nation des évolutions tout à fait différentes, voire opposées. Les orientations démocratiques et sociales de progrès, si elles passent

sur le terrain, sont les meilleurs facteurs de stabilité, de cohésion et de régulation des évolutions nationales, pouvant atténuer sinon résorber les tensions générées par des clivages identitaires incontrôlés. En l'absence d'orientations suffisamment démocratiques et de justice sociale, même la lutte de libération nationale la plus héroïque risque, toutes conditions internationales égales par ailleurs, de mener à plus ou moins long terme à la stérilisation des efforts et des sacrifices engagés. Pire encore, elle peut tomber dans les dérives tragiques de ce que Amine Maalouf a appelé “ **les identités meurtrières** ” ou Jean François Bayart “ **l'illusion identitaire** ”

IDEE NATIONALE OU COMMANDOS “ IDENTITAIRES ” ? A QUI LE DERNIER MOT ? LES PIEGES SUBJECTIFS

A partir des déboires qu'a connus mon pays après tant d'espoirs, une question m'a souvent tourmenté. **Comment expliquer, en restant au plan des idées et des mécanismes intellectuels, en faisant donc abstraction des comportements explicables par des enjeux d'intérêt et de pouvoir, comment expliquer que tant de secteurs honnêtes de la direction soient tombés dans le piège des anathèmes, jetés sans échanges ni débat sur des frères de combat ?**

Comment a-t-on pu passer d'une période faste de débats patriotiques ouverts de 1945-46, aux tentatives de caporalisations et de pratiques bêtes et méchantes de 1949

Ce sont des commandos dopés au mépris de l'intellectuel (que leurs commanditaires en manque d'intellect appelaient intellectomanes) qui ont prétendu à partir de ce moment faire la loi et s'instaurer en instruments de régulation politique et idéologique.

Vaste problème que celui des pièges subjectifs qui guettent les protagonistes d'une même cause que leurs intérêts objectifs communs devraient unir. Je n'aborderai pas ces pièges dans leur genèse concrète, saut à dire qu'il ne s'agit pas quant au fond d'une question de personnes, même si des tempéraments individuels sont plus enclins que d'autres à remplacer les neurones de leurs cerveaux par des gourdins.

La cause profonde des dérives réside dans des facteurs sociologiques et géopolitiques que les acteurs parviennent d'autant moins à maîtriser qu'ils sont doublement piégés par

deux logiques qui s'entremêlent au détriment d'une saine approche politique : la logique de l'autoritarisme et celle des a priori et des idéologisations abusives.

L'entretien de Ali Mahsas en 1992, rapporté par Ali Guenoun dans son ouvrage, met en lumière ces deux facteurs, même si Mahsas, à mon sens, n'est pas allé jusqu'au bout du réexamen critique des événements, en ne mesurant pas les contradictions de la démarche qu'il appelle globaliste, qu'il confond avec le souci et les exigences justifiées de l'unité dans l'action, qui admet au contraire la diversité des points de vue.

Nombre d'autres responsables qui nous avaient combattu ou qui ont accepté plus ou moins le dénouement regrettable de ce non-débat, par présupposés, désinformation ou d'autres raisons, ont révisé plus tard leur jugement, à la lumière de leur propre expérience. Ils l'ont fait notamment après que les mêmes pièges se soient refermés sur eux successivement, qu'ils aient été centralistes, messalistes ou activistes. Les prises de conscience tardives n'ont pu malheureusement avoir d'effets assez bénéfiques dans un mouvement entré en crise profonde, victime des mêmes mécanismes, une fois que les militants et les cadres se déterminaient surtout dans un climat passionnel et pour des enjeux faussés et dominés par les luttes d'appareils. Ainsi on verra en 1955 à l'occasion de la création de l'UGEMA à Paris, comment de justes orientations nationales et démocratiques ont été sabordées par certains de ceux qui avaient fini par les adopter du bout des lèvres.

L'évolution n'a pas été seulement fatale à nombre d'individus et de courants patriotiques qui ont cherché à se dégager de l'engrenage antidémocratique. Elle a pénalisé cruellement, à moyen et long terme l'ensemble du mouvement national, ainsi que chacun des courants idéologiques qui s'efforçait de penser de façon saine et progressiste l'arabité, l'islamité, l'amazighité, la modernité et la solidarité internationaliste.

Si l'environnement sociologique et les données de géopolitique interne et internationale rendent compte des tendances lourdes qui pèsent sur les comportements politiques, cela veut-il dire que les acteurs sont condamnés à une dégradation fatale des idéaux et des engagements généreux au service d'intérêts légitimes ? Non, ce n'est pas fatal s'ils prennent conscience des mécanismes qui les rendent vulnérables aux enchaînements maléfiques.

De ce point de vue, le bilan algérien est préoccupant, parce que ce sont justement les processus de régulation politique nationale, de prévention et de réparation des dégâts qui, de chute en chute, ont été atteints chaque fois plus profondément. Il s'agit, tant aux niveaux de la nation que de la société, des mécanismes qui auraient pour effet de favoriser dans la bonne voie le long et difficile travail de la société sur elle-même, ainsi que les interactions positives entre la société et la sphère politique, englobant les partis et les institutions. Du fait de toutes les dérives accumulées par la mise en opposition des identités au détriment de leurs potentialités de synergie nationale, nous n'avons pas encore de vrai Etat-Nation ni de vraie société civile.

Nous avons plutôt un Etat-Parti (avec devanture multipartie), une nation écartelée dont les pôles multiples se repoussent alors qu'ils auraient de quoi s'harmoniser, un champ socio-politique marqué par un fossé entre les partis à vocation démocratique et les couches sociales dont ils sont censés représenter les intérêts. Les alliances passent beaucoup plus par des affinités identitaires ou claniques verticales que par des solidarités transversales liées à des intérêts sociaux et démocratiques légitimes. Le tout évidemment sous la houlette et la supervision d'oligarchies économiques et de pouvoir en voie de remodelages permanents, mais dont la constante a toujours été de chercher à prévenir, dévoyer ou briser tout mouvement social responsable en cours d'émergence, préférant de tout temps affronter ou même provoquer des explosions spontanées ou des conspirations aventuristes.

Nous pouvons certes nous dire qu'il a fallu beaucoup de temps aux vieilles nations comme celles de l'Occident pour accumuler expérience et culture démocratiques favorables à leur cohésion et à la solution des problèmes posés en permanence par les évolutions contemporaines. Ce qui a permis à un Giscard d'Estaing, président d'un pays marqué par le jacobinisme centralisateur, de concéder en 1970 à une Bretagne travaillée par la revendication linguistique : *“ Acceptons qu'un même arbre ait des racines multiples .Et il ajoutait : la culture n'appartient à aucun parti ”*.

Mais les rythmes d'émergence démocratique peuvent s'accélérer même dans des pays d'islam dont le développement a été retardé ou dévoyé.. Dans l'Iran qui a vécu durant près de deux décennies une meurtrière tempête de despotisme obscurantiste, des millions de jeunes soutiennent aujourd'hui avec esprit de responsabilité et au milieu d'obstacles

considérables une vigoureuse campagne de réformes démocratiques et d'ouverture idéologique, incluant une rénovation de la pensée islamique.

Dans tous les cas, et ce sera ma conclusion, ce genre d'évolution, dans la perspective non pas d'une guérison miraculeuse mais d'une longue convalescence, implique que les intellectuel(le)s, les hommes et femmes de culture, les journalistes et publicistes, l'ensemble des acteurs politiques et sociaux épris de démocratie, joignent leurs efforts pour l'émergence d'une culture politique et d'une culture du débat qui se dégage des pratiques autoritaires primitives sans avoir à mimer les mœurs politiciennes pseudo-démocratiques. Cela veut dire que nous n'acceptons en aucune façon d'abdiquer notre responsabilité d'être pensants face aux hégémonismes croisés qui cherchent à nous maintenir dans la situation bien décrite par Aït Manguellat : *“ les fusils de part et d'autre, et nous au beau milieu les mains nues ”*.

Merci de votre attention

S.H. 18-XII-2001

PS : en annexe, comme documents utiles aux participants

1. Repères biographiques et bibliographiques :

:2-quelques éléments de la crise de 1949 dans leur succession chronologique ou de causalités